



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

147^e Assemblée de l'UIP

Luanda (Angola)
23-27 octobre 2023



Discours de M. Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP

Cérémonie d'ouverture de la 147^e Assemblée de l'UIP

Luanda, le 23 octobre 2023

Monsieur le Président de la République d'Angola, João Lourenço,
Madame la Présidente de l'Assemblée nationale d'Angola, ma chère amie, Carolina Cerqueira,
Madame la première Dame d'Angola, Ana Dias Lourenço,
Madame la Vice-Présidente de la République d'Angola, Esperança da Costa,
Monsieur le Président de l'UIP, Duarte Pacheco,
Monsieur le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, Parfait Onanga-Anyanga,
Mesdames et Messieurs les présidents et vice-présidents de parlement,
Mesdames et Messieurs les parlementaires de Parlements membres de l'UIP,
Mesdames et Messieurs autres dignitaires,
Mesdames et Messieurs,

C'est un immense plaisir de prendre la parole devant vous en cette occasion capitale et prometteuse. Comme l'a rappelé Madame la Présidente de l'Assemblée nationale d'Angola, c'est la première fois que nous organisons un rassemblement mondial de l'UIP dans un pays africain lusophone. Permettez-moi tout d'abord de remercier Monsieur le Président de la République, João Lourenço, pour son indéfectible soutien tout au long des préparatifs de cet événement important. Nous savons qu'il a vivement appuyé tous les efforts déployés par le pays pour nous accueillir dans ces circonstances très favorables. Permettez-moi également de rendre un immense hommage à la Présidente de l'Assemblée nationale, Madame Carolina Cerqueira. Votre approche pragmatique a permis qu'aucun détail ne soit oublié. De même, je remercie chaleureusement notre chère amie Idalina Valente, ici présente, pour son regard attentif et son immense contribution à l'organisation de la présente Assemblée.

Je suis extrêmement heureux de me trouver dans ce pays symbole de résilience qu'est l'Angola. La Présidente de l'Assemblée nationale vient de rappeler que le pays a subi les pires troubles civils, ou, n'ayons pas peur des mots, les pires conflits, mais qu'il a su se relever et se projeter dans la modernité. Je tiens à féliciter le Président de la République d'Angola d'œuvrer en faveur de la paix et de l'inclusion, dans son pays mais pas seulement. Je sais que Monsieur le Président est activement engagé dans des efforts de résolution de conflits, en particulier dans cette région. Monsieur le Président, permettez-moi donc de vous adresser mes félicitations pour vos actions.

C'est donc un immense plaisir de prendre la parole devant vous ici et, devrais-je dire, un plaisir à double titre, car c'est la deuxième fois en un an que l'UIP se réunit en Afrique – le continent qui m'a vu naître. C'est un très grand honneur pour nous, Africains. En effet, il y a exactement un an, nous nous trouvions à Kigali, au Rwanda, à l'occasion de notre 145^e Assemblée. D'une certaine manière, le Rwanda, qui a su se relever après des années de conflit, présente beaucoup de similitudes avec l'Angola. Les deux pays sont en tous points pareils au phénix de la légende : alors qu'on les croit sur le point de s'éteindre, ils se relèvent de leurs cendres encore plus forts. Je suis vraiment fier que ni l'Angola ni le Rwanda n'aient cédé au désespoir, mais qu'ils aient utilisé les conflits comme moyen d'améliorer l'existence de leurs citoyens. Je me félicite que nous puissions désormais réunir notre communauté parlementaire mondiale en Angola et observer par nous-mêmes les efforts que déploient les autorités pour répondre aux espoirs de paix que nourrit la population, comme l'a mentionné Madame la Présidente de l'Assemblée nationale.

F

#IPU147

Permettez-moi maintenant d'aborder le thème de cette Assemblée. Nous nous réunissons ici sous le thème de la paix, de la justice et des institutions efficaces. Ce thème ne fait-il pas parfaitement écho à ce qui se passe actuellement dans le monde mais aussi précisément dans cette région ? J'imagine que nul n'oserait contester la pertinence de ce thème. Nous sommes réunis sur un continent qui connaît depuis longtemps son lot de fléaux – conflits, catastrophes, pauvreté, exclusion, inégalités, pour n'en citer que quelques-uns. Mais nous constatons également que ces crises donnent lieu à des efforts acharnés. À mes yeux, le continent africain renferme un immense potentiel, que nous souhaitons encourager les dirigeants du monde, et plus particulièrement de cette région, à mobiliser en faveur de leurs communautés.

Cette année, j'ai eu la chance de me rendre dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, dans le cadre d'un mandat que m'ont attribué les organes directeurs de l'UIP pour observer la situation dans des pays ravagés par un conflit, à savoir le Mali, la Guinée, le Burkina Faso, et maintenant le Niger et le Gabon. Que se passe-t-il dans ces pays ? À quoi est due l'instabilité ? J'ai eu le plaisir de rencontrer un échantillon représentatif de parties prenantes, les chefs d'État des pays, des autorités parlementaires du plus haut niveau et des citoyens ordinaires. Et je dois dire que j'ai achevé mon périple dans la plus grande humilité après avoir vu des gens qui luttent pour survivre, mais qui fondent beaucoup d'espoirs sur un avenir meilleur.

Voilà ce que j'ai observé dans bien des pays. Les discussions que j'ai tenues avec les différents chefs d'État m'ont quelque peu rassuré, car j'ai compris qu'ils avaient pleinement conscience de ces attentes et de ces défis. Je souhaiterais simplement lancer un appel ici pour dire que, tout en continuant de déployer des efforts pour fonder plus solidement de nouvelles sociétés bénéfiques à la population, les dirigeants devraient écouter le point de vue des personnes que j'ai rencontrées. La réalité de l'Afrique m'est apparue lorsque je me suis rendu dans des camps de personnes déplacées. Et je suis reparti encore plus résolu à demander à l'UIP de mobiliser la communauté parlementaire mondiale en vue de soutenir les dirigeants et les peuples de ces pays. Comme j'ai eu l'occasion de le dire lors de mon déplacement, il nous faut apprendre à démythifier le pouvoir : les dirigeants sont au service du peuple et pas à leur propre service. Comme l'a indiqué Madame Cerqueira, nous avons besoin de dirigeants engagés. Nous avons besoin de leaders puissants, pas d'hommes puissants.

Permettez-moi donc de citer un exemple pour illustrer ce qui, nous l'espérons, ressortira des discussions que nous avons tenues ici sur les institutions efficaces. Comme le dit l'adage, "charité bien ordonnée commence par soi-même". Pour nous, des institutions efficaces sont avant tout synonymes de parlements efficaces. Nous estimons que pour que les parlements soient efficaces et donc démocratiques, ils doivent être représentatifs, transparents, accessibles, et surtout redevables au citoyens qui les ont mis en place. Ce n'est qu'ainsi que la démocratie pourra être au service du peuple.

Permettez-moi de prendre quelques instants pour aborder l'une des caractéristiques de la démocratie : la forte représentation parlementaire. Nous sommes réunis dans un pays qui affiche des taux élevés d'égalité des sexes. Au début de mon allocution, vous m'avez entendu m'adresser à la première Dame d'Angola, à la Vice-Présidente de la République d'Angola et à Madame Cerqueira, la Présidente du Parlement angolais. Madame Cerqueira nous a précisé que les femmes occupaient de nombreux postes au Parlement angolais, qui compte 31,5 % de femmes parlementaires – un taux supérieur à la moyenne mondiale de 26,7 %. J'adresse donc toutes mes félicitations à l'Angola.

La sous-région dans laquelle nous nous trouvons affiche elle aussi des taux favorables dans le domaine de l'égalité hommes-femmes. En préparant cette allocution, j'ai effectué quelques recherches pour comprendre comment les femmes sont représentées ici en Afrique australe. Dans la région, 12 parlements sont présidés par une femme. Et si je ne m'abuse, seuls le Zimbabwe et le Botswana ont un président de parlement. L'Assemblée nationale d'Angola est présidée par une femme. Le Sénat zimbabwéen a une présidente. La Zambie, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, le Malawi, le Lesotho, Eswatini, le Mozambique, l'Ouganda, Madagascar et le Rwanda ont tous des présidentes de parlement.

J'en ai conclu que les femmes doivent occuper des places de haut rang. Cela renforce la légitimité et l'efficacité. Cela rétablit la confiance entre les citoyens et leurs institutions dirigeantes. Et cela permettra de ne laisser personne de côté, un principe qui est au cœur des objectifs de développement durable.

Enfin, il est un aspect qui présente un immense potentiel et que nous devons exploiter pour renforcer les parlements : les outils numériques. Les parlements et les parlementaires qui ignorent la transformation numérique le font à leurs risques et périls. Nous devons tirer parti du potentiel de la transformation numérique, car ces outils sont là pour rendre nos processus plus efficaces et adaptés aux besoins et aux aspirations des personnes. La pandémie de COVID-19 nous a permis de tirer des enseignements dans ce domaine. Pendant la crise sanitaire, les parlements ont poursuivi leurs travaux, car ils ont su exploiter des technologies nouvelles pour exercer les fonctions auxquelles ils sont élus.

Je conclurai donc ce long discours en réitérant les propos que j'ai l'habitude de tenir en pareilles circonstances. Je veux que nous déployions des efforts pour répondre aux espoirs de paix que nourrissent les peuples. Je veux que nous incarnions la devise de l'Union interparlementaire : "Pour la démocratie, pour tous." Nous devons faire en sorte que la démocratie et les parlements œuvrent au service de tous. Cette énorme responsabilité incombe aux parlements et ils ont toutes les clés en main pour l'exercer, car ils représentent la société dans son intégralité. Et nous sommes redevables aux personnes qui nous ont confié cette responsabilité. Je me répète : leur demande n'a rien de compliqué. Ils veulent vivre dans la paix et la dignité. Ils veulent vivre dans la justice. Ils veulent vivre dans la prospérité en tant que droit humain fondamental. Est-ce trop demander à la communauté parlementaire ? J'espère que nous terminerons cette Assemblée plus vivifiés que jamais pour nous remettre au service des personnes que nous représentons.

Je vous remercie de votre attention.